



## APPEL URGENT Juillet 2016

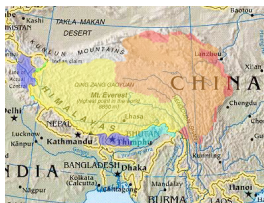
Intervenir avant le 11  
août 2016 !

### TIBET (RP CHINE)

Région autonome du  
Tibet (TAR)  
1,228000km<sup>2</sup>  
3,180000 habitants  
Capitale: Lhassa

Nous vous invitons à  
adresser une copie de la  
lettre ci-jointe aux  
autorités concernées.  
Affranchir à 0,79€ pour  
la Belgique et à 1,45€  
pour la Chine.

*Un gar est un  
campement religieux  
dont les origines  
remonteraient au  
Tibet du 14<sup>ème</sup> siècle.  
Les nomades se  
formaient alors au  
Bouddhisme sous la  
conduite de maîtres  
charismatiques. Le gar  
ne fait aucune  
distinction entre  
moines et laïques, ou  
hommes et femmes.*



**Association  
desChrétiens contre  
la Torture**, Quai au  
Foin, 53, B-1000  
Bruxelles/ Éditeur  
responsable: Luc  
Detavernier, suppl. à  
l'ACAT info n. 749

*Les hauts plateaux tibétains sont le cadre de la  
répression nationale du gouvernement chinois,  
aux yeux duquel tout Tibétain représente un  
dissident potentiel. D'où le renforcement de la  
surveillance de la communauté tibétaine dans son  
ensemble.*

*Dans le but de préserver « la stabilité  
territoriale »- en fait pour faire taire toute voix  
discordante- des milliers de fonctionnaires, hans  
ou tibétains à la solde du gouvernement, sont  
mutés aux quatre coins de la région. Dans les  
communautés tibétaines rurales, la plupart des  
activités sociales, culturelles et  
environnementales, jadis considérées comme  
inoffensives, sont désormais suspectes aux yeux  
de Pékin.*



### De la répression

La condamnation  
de trois lamas de  
Chamdo en avril  
2013 ouvre la voie à  
une vague de punitions collectives. Des dizaines  
de Tibétains sont arrêtés, tabassés, soumis à  
des séances d'endoctrinement forcé. La plupart  
ne font pourtant qu'exercer leurs droits à la  
liberté d'expression. Ainsi ils se bornent à  
critiquer des décisions officielles à l'échelon  
local, concernant par exemple des projets  
miniers, l'usage de la langue tibétaine, ou la  
non-condamnation d'une auto-immolation. Lors  
de plusieurs manifestations non-violentes, les  
forces de sécurité n'hésitent pas à ouvrir le feu  
sur les protestataires.

C'est dans les villages ou les bourgs éloignés  
que les détentions politiques sont les plus  
fréquentes, que les sentences les plus sévères  
sont appliquées, pour des infractions assez  
mineures, comparativement à d'autres régions  
chinoises. Enfin, si jadis le gouvernement  
accusait rarement la population rurale de  
fomentier des troubles, la plupart des détenus  
actuels sont chefs de communauté, militants  
environnementaux ou acteurs culturels.

### Démolition de Larung Gar: «un pas en arrière »

Pour atteindre la limite de 5 000 résidents  
fixée par le gouvernement d'ici octobre 2017,  
une ordonnance en 8 points programme  
d'expulser 75% des résidents permanents de  
Larung Gar, soit 20.000 religieux et  
pratiquants laïques. En 2001, les autorités ont  
déjà chassé manu militari des milliers de  
moines et de laïques. Certains en sont morts.  
Par exemple Khenpo Jigme Phuntsok,  
fondateur en 1980 de l'Institut bouddhiste de  
Larung Gar est mort dans des circonstances  
mystérieuses, dans un hôpital de Chengdu.

Les gars, moins organisés ou structurés que  
les institutions monastiques, ont échappé au  
contrôle direct du Parti et du gouvernement,  
à sa propagande, à ses intrusions visant  
l'éducation politique. Mais, dans les  
circonstances actuelles, Pékin entend  
surveiller et restreindre drastiquement les  
activités des résidents de Larung Gar.  
L'ordonnance règle en détails la collecte  
d'informations sur les résidents, la réduction

du nombre de pratiquants laïques et  
religieux, l'encadrement absolu du gar par  
des représentants du gouvernement. Jusqu'à  
2001, le gar était « l'oasis spirituelle » de  
quelque 8 000 moines, moniales et étudiants.

### De la liberté religieuse

La campagne actuelle contre Larung Gar  
vide de tout son sens l'article 36 de la  
Constitution, qui garantit la liberté de  
croyance religieuse. Ce principe de la  
liberté religieuse a pourtant été réaffirmé  
par le président Jiang Zemin en 1993 et en  
2001. A la conférence nationale de travail  
sur la religion d'avril 2016, le président Xi  
Jinping a adopté la même approche. Un  
livre blanc sur la liberté de religion  
concernant le Xinjiang publié ce 2 juin,  
affirme que ce principe constitutionnel est  
globalement appliqué en Chine.

Pourtant les restrictions de plus en plus  
strictes de la pratique religieuse  
(approbation préalable obligatoire du  
clergé, des rituels et des contenus  
pédagogiques religieux et extension de la  
propagande) nous disent le contraire.  
Rappelons la campagne menée dans le  
Zhejiang et le Sud- Est de la Chine avec le  
démontage des croix (au lance-flammes), la  
détention ou l'assignation à résidence de  
maints défenseurs des Chrétiens.

Le pouvoir central accroît son hégémonie et  
la surveillance des pratiques religieuses.  
Son autoritarisme est de plus en plus  
marqué, en particulier dans ses régions  
frontalières. Ainsi, au Tibet et au Xinjiang,  
des personnes sont encore exécutées pour  
crime politique. Le traitement des détenus  
reste problématique puisqu'en 2015, 14  
seraient décédés pendant leur  
emprisonnement ou peu après leur relâche.  
Au Tibet, nombre de mineurs sont par  
ailleurs emprisonnés. Les prisonniers  
politiques y subissent des méthodes de  
torture encore plus inhumaines que dans le  
reste du pays.

Pékin ne peut accepter aucune  
contestation, fût-elle mineure, aux  
marches stratégiques de l'Empire. Toute  
"note discordante" y est considérée comme  
séparatiste. Pékin la réduit donc au silence.

